

La ré-industrialisation du site de PSA Aulnay ne peut plus se dérouler dans l'opacité la plus complète !

Communiqué de presse de la CGT PSA Aulnay
09/01/2013

Depuis maintenant plusieurs mois, se tiennent des réunions de comité opérationnel concernant la ré-industrialisation du site de PSA Aulnay. Ce comité, dirigé par le Préfet de Région, réunit les élus locaux ainsi que la direction centrale de PSA.

La CGT tient à dénoncer le fait que les salariés qui sont les principaux concernés ne sont pas représentés dans ce comité, les organisations syndicales de PSA Aulnay n'étant jamais invitées. La CGT a été à l'initiative d'un courrier intersyndical daté du 12 décembre dernier destiné au Préfet de Région pour demander à ce que les organisations syndicales soient parties prenantes des discussions du comité opérationnel.

Nous n'avons reçu à ce jour reçu aucune réponse !

Concernant la ré-industrialisation, la CGT tient à rappeler qu'elle a mis en avant un plan B qui a comme objectif le maintien de la production. Ce plan B, dont l'axe principal est la répartition des productions entre toutes les usines du groupe, démontre que l'on peut tout à fait maintenir la production de véhicules sur le site d'Aulnay. Cette hypothèse n'a jamais été étudiée par les pouvoirs publics.

La CGT s'inquiète et dénonce la manière dont sont menées les discussions sur la ré-industrialisation.

En effet, bien qu'aucun projet industriel d'ensemble cohérent ne soit construit et discuté et qu'aucune garantie ne soit donnée aux salariés et aux élus locaux en terme de qualité d'emplois proposés et de pérennité de l'activité, la direction de PSA voudrait précipiter l'implantation d'une entreprise, ID Logistic.

Pour la CGT, il est au contraire urgent de ne pas se précipiter.

Les salariés, les élus locaux et les pouvoirs publics y perdraient beaucoup d'autant plus que le calendrier de fermeture proposé actuellement par la direction de PSA permet de prendre tout le temps nécessaire pour étudier et élaborer sérieusement la ré-industrialisation du site, c'est-à-dire garantir aux salariés des emplois industriels de qualité et pérennes.

En effet, la direction de PSA a prévu pour l'instant de faire courir la période de départ au volontariat au moins jusqu'au 31 octobre 2013. À cela s'ajoute, pour l'instant, une période de 18 mois de congé de reclassement, ce qui couvre les salariés au moins jusqu'à avril 2015.

Pour la CGT, il est inacceptable que les organisations syndicales de PSA Aulnay soient écartées des discussions sur l'avenir de l'emploi des salariés. Nous sommes encore une fois très loin du dialogue social promi par PSA et dont le Gouvernement devait se montrer vigilant.

Nous demandons donc une nouvelle fois au Préfet de Région de rétablir la situation.

Concernant la politique de PSA qui est de précipiter les choses sans donner aucune garantie, elle est encore une fois révélatrice d'une politique unilatérale sans aucune volonté de discuter sérieusement.

La CGT demande que soit étudié et discuté un projet global de ré-industrialisation sérieux. De plus, PSA doit s'engager devant les syndicats et les pouvoirs publics à donner des garanties sur les emplois créés et sur la pérennité de l'activité.

Aulnay, le 8 janvier 2013

Jean-Pierre Mercier

DS CGT PSA Aulnay

DS Central adjoint CGT du groupe PSA